

Comment définir la laïcité ?

Fondamentalement, la laïcité sépare deux choses : la sphère publique, régie par le droit commun que les citoyens se donnent à eux-mêmes; la sphère privée, domaine de toutes les différences et de toutes les morales, éventuellement religieuses (car toutes les morales ne sont pas religieuses, ni d'ailleurs toutes les religions, morales, comme le montre surabondamment l'actualité...).

En philosophie politique, on peut définir la laïcité comme un rapport entre le citoyen et l'Etat ignorant tout écran entre l'un et l'autre. Chacun est différent, mais vis-à-vis de l'Etat, chacun a la même valeur et le même poids.

Cette relation politique et juridique repose sur la raison et l'argumentation et vise l'universalité, tandis que les morales individuelles ou même collectives - les moralités - sont contradictoires et cherchent toutes à s'imposer à autrui contre son gré.

Un exemple ? La pornographie. Certains groupes la condamnent au nom de leurs morales. D'autres la défendent au nom d'autres morales. Que dit le droit ? Qu'il ne se préoccupe pas de savoir ce qui est moralement bon ou mauvais, mais qu'il préserve la liberté de tous : ceux qui consomment de la pornographie, pour autant qu'ils ne contreviennent à aucune loi et ne contraignent personne, sont libres de le faire. Et ceux qui la rejettent sont libres de ne pas la consommer. Et tous doivent jouir du même droit d'expression, même pour condamner leurs adversaires.

Ne fait-on pas l'amalgame entre la laïcité et l'irréligion, voire l'athéisme ?

Cet amalgame est permanent. Nos adversaires ne cessent de nous présenter comme des bouffeurs de curés. Truc connu : mieux vaut décrire soi-même son ennemi que d'écouter ce qu'il dit vraiment. On assiste ainsi à une floraison de « dialogues interreligieux » dont il ressort, bien entendu, que la religion est une excellente chose et la laïcité une ringardise hirsute et grossièrement matérialiste. Du reste, certains « laïques » - en fait des athées fanatiques -, peuvent donner prise à cette caricature. Pour nous, c'est une forme de cléricalisme pareille à toutes les autres.

En réalité, nous défendons à égalité le droit de croire, de ne pas croire et de changer d'avis, qui vont de toute façon de soi puisque la liberté de conscience est absolue et que les gens ne demandent pas la permission pour penser, fort heureusement. Nous aimerions que cela continue.

Parce qu'il y a un risque que cela disparaisse ?

Dans son expression publique, à l'évidence. Les athées ressortissant de cultures musulmanes - il y en a - courent de vrais risques à dénoncer l'islamisme. Beaucoup d'hommes n'osent pas contrer un certain féminisme totalitaire et militant qui fait d'eux des monstres par essence. Ne

parlons pas du dogme néolibéral, au nom duquel on dépèce l'Etat en le soustrayant au contrôle des citoyens. Quant au clergé médiatique, qui n'a à craindre aucun contre-pouvoir, il impose ses règles du jeu et son recours constant à l'émotionnel (au passage, merci à votre journal d'éviter cela).

Nous ne sommes plus sous un régime de censure politique, mais sous la coupe d'une censure morale et bien-pensante.

Dire ce qui ne plaît pas à la néobourgeoisie libérale-libertaire expose le citoyen à des procès d'intention virulents. Celui qui n'adhère pas à la « modernité » béate, au cosmopolitisme superficiel et au multiculturalisme sourcilieux du discours dominant se fait aussitôt traiter de « nouveau réactionnaire », de « passéiste ringard » ou de « puritain de la République ». Et on le censure aussitôt sans la moindre vergogne, suivant des procédés dignes de l'Inquisition ou du stalinisme. Cela est du reste très révélateur des intentions réelles des chantres de « l'enrichissante diversité », qui en fait ne la tolèrent que très uniforme...

On n'en meurt pas, mais ça commence à devenir taquin.

En quoi un Etat laïque est-il plus tolérant qu'un autre ?

Demandez-le aux Afghanes ou aux Coréens du Nord... La tolérance est une excellente chose, mais c'est une disposition morale, privée, à bien plaisir, toujours aléatoire. La laïcité fait mieux : elle défend le droit, qui est public et s'impose à tous. Dès lors, une minorité ne peut être traitée différemment de la majorité.

C'est bien ce qui gêne les communautaristes, qui rêvent de se réincarner dans leurs ghettos identitaires en sacrifiant les droits individuels, et d'abord ceux des femmes. C'est aussi la hantise de tous ceux qui préfèrent LEUR loi à LA loi.

Les religions ont marqué nos civilisations. Ne faudrait-il pas les enseigner dans nos écoles ?

La laïcité n'est pas obscurantiste, et il n'y a rien d'antilaïque à enseigner à l'école, comme on l'a toujours fait, des connaissances religieuses. A condition toutefois qu'on procède de façon tout à fait neutre, en mettant le chamanisme ou le bouddhisme sur le même plan que le christianisme, comme objets de connaissance rationnelle. Pour peu qu'on ajoute à ce bel ensemble les théories matérialistes, on obtient tout simplement un cours de philosophie...

D'autre part, les religions n'ont pas le monopole de notre histoire ni de la morale : l'Antiquité, la Renaissance ou les Lumières ne sont pas moins importantes. La morale matérialiste existe depuis Héraclite...

Et puis ne soyons pas naïfs : ceux qui réclament à haut cris le retour de la religion à l'école sont les mêmes qui souhaitent redéfinir la laïcité comme « ouverte », « plurielle » ou « pacifiée ». Leurs intentions sont loin d'être aussi pures que leurs discours ou leurs bobines enfarinées...

D'aucuns dénoncent une crise morale, une perte des valeurs et même le libéralisme pour préconiser le retour de l'enseignement religieux. Votre avis ?

Ce discours est à la fois publicitaire et millénariste. C'est le mythe du « monde en pleine mutation », autrement dit un nouveau fatalisme au nom duquel les nouveaux prophètes, néolibéraux en tête, voudraient tous nous faire avaler leurs couleuvres, toujours aussi providentielles, toujours aussi aliénantes...

Le monde ne cesse d'évoluer, c'est certain, mais pas sans nous. L'histoire est aussi affaire de volonté. Le fatalisme mène à la servitude consentie, au bénéfice des plus puissants. Trop de politiques préfèrent se déculotter devant tout plutôt que de décider au nom des citoyens, ce qui est leur fonction première. Voyez Swissair ou Expo 02...

La revendication de l'enseignement religieux dans les écoles publique, que le lobby religieux a réussi à rendre « intéressante » même à gauche, n'est rien d'autre que l'exploitation de la tendance générale au repli sur soi général, camouflée par le fameux et hypocrite « respect de l'Autre », qui ne nous empêche pas, par exemple, de rester totalement indifférents au fait que l'Afrique crève... Lorsqu'on les écoute, on s'aperçoit vite que les défenseurs de tels cours entendent privilégier le christianisme, « socle de notre culture ».

Ben voyons... Sous leurs grands discours de paix et de fraternité (« tous ensemble contre le choléra et pour la pénicilline » en somme, ça ne mange pas de pain), les confessions poursuivent leurs luttes théologiques avec férocité. Aucune Eglise n'a jamais renoncé à détenir la vérité. Au Pakistan, en Inde, à Sumatra, ces disputes sont devenues des bains de sang. Et l'intervention de la religion dans la politique aggrave les conflits d'une cruauté qu'on espérait disparue. La Saint-Barthélémy, aujourd'hui, c'est presque partout.

Par ailleurs, les Eglises sont en deshérence (les pratiquants totalisent 5% des catholiques en Suisse romande et 2% des protestants de Genève). Elles ont tout simplement disparu comme institutions. Mais elles font comme si de rien n'était. Et comme la première compagnie aérienne venue, elles en appellent à l'Etat lorsqu'elles sont en faillite. C'est ainsi que dans la plupart des cantons, les non-croyants et les croyants minoritaires continueront à leur verser un impôt ecclésiastique totalement abusif.

Vive la liberté...

Yves Scheller